



**Réponse du Conseil Permanent des Écrivains
à la consultation publique de l'ARCEP
relative à sa proposition de tarif minimum pour la livraison des livres
prévue à l'article 1 de la loi n° 2021-1901 du 30 décembre 2021**

Le Conseil Permanent des Écrivains (CPE) est une fédération qui rassemble les principales organisations représentatives des auteurs de l'écrit, à savoir :

- L'Association des traducteurs littéraires de France (ATLF),
- l'Association pour la Diffusion des Arts Graphiques et Plastiques (ADAGP),
- Cose-Calcre,
- les Écrivains Associés du Théâtre (EAT),
- la Maison de Poésie,
- le Pen Club français,
- la Société des Auteurs, Compositeurs et Éditeurs de Musique (SACEM),
- la Société des Auteurs des arts visuels et de l'Image fixe (SAIF),
- le Syndicat des Auteurs de Jeux (SAJ),
- la Société Civile des Auteurs Multimédias (SCAM),
- la Société des Gens de Lettres (SGDL),
- le Syndicat des Écrivains de Langue Française (SELF),
- le Syndicat National des Auteurs et des Compositeurs (SNAC),
- l'Union Nationale des Peintres Illustrateurs (UNPI),
- l'Union des Photographes Professionnels (UPP),
- l'Union des Poètes et Cie.

L'ensemble de ces organisations représente plusieurs dizaines de milliers d'auteurs de livres de tous secteurs éditoriaux (fiction, jeunesse, poésie, théâtre, BD, SHS, livre pratique, beaux-livres, livres scolaires...).

Le CPE a pris connaissance des propositions formulées par l'ARCEP dans le cadre de sa consultation ouverte organisée en vertu des dispositions prévues à l'article 1 de la loi du 30 décembre 2021, afin de proposer aux ministres chargés de la Culture et de l'Économie les tarifs applicables aux services de livraison de livres.

En tant que tiers intéressé à cette consultation, **le CPE souhaite porter à la connaissance de l'ARCEP les éléments ci-dessous (I) et apporter les réponses suivantes à ses questions (II).**

I. Rappel des attendus de la loi du 30 décembre 2021 visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs et de la loi du 8 juillet 2014 encadrant les conditions de la vente à distance des livres

Le CPE a apporté tout son soutien tant à la proposition de loi encadrant les conditions de la vente à distance des livres, adoptée le 8 juillet 2014 (loi n°2014-779), qu'à la proposition de loi visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs adoptée le 30 décembre 2021 (loi n°2021-1901), en tant qu'elles visent à encadrer les pratiques relatives à la facturation du service d'expédition des livres.

La loi n°2014-779 du 8 juillet 2014 et modifiant la loi du 10 août 1981 prévoit :

« Lorsque le livre est expédié à l'acheteur et n'est pas retiré dans un commerce de vente au détail de livres, le prix de vente est celui fixé par l'éditeur ou l'importateur. Le détaillant peut pratiquer une décote à hauteur de 5 % de ce prix sur le tarif du service de livraison qu'il établit, sans pouvoir offrir ce service à titre gratuit. »

La loi n°2021-1901 du 30 décembre 2021 prévoit quant à elle :

« Le service de livraison du livre ne peut en aucun cas, que ce soit directement ou indirectement, être proposé par le détaillant à titre gratuit, sauf si le livre est retiré dans un commerce de vente au détail de livres. Il doit être facturé dans le respect d'un montant minimal de tarification fixé par arrêté des ministres chargés de la culture et de l'économie sur proposition de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse. Cet arrêté tient compte des tarifs proposés par les prestataires de services postaux sur le marché de la vente au détail de livres et de l'impératif de maintien sur le territoire d'un réseau dense de détaillants. »

Comme le précisent très clairement tant l'exposé des motifs des deux lois précitées que les débats parlementaires qui ont présidé à l'adoption de celles-ci, ces lois ont été adoptées par la représentation nationale dans le but d'encadrer la pratique de certains acteurs de la vente en ligne – en l'espèce de la société Amazon – consistant, jusqu'à l'adoption de la loi de 2014, à ne pas facturer le service de livraison à domicile, puis dans un second temps, après l'adoption de la loi de 2014, à facturer ce service de livraison au tarif unique et symbolique de 1 centime d'euro pour les achats de livres (et uniquement de livres, à l'exclusion d'autres produits donnant lieu, quant à eux, le plus souvent, à une facturation) ; quitte, pour la société en question, à vendre à perte, quand bien même cette pratique est formellement interdite et sanctionnée en vertu de l'article L. 442-5 du Code de commerce. Ces pratiques, clairement destinées à éliminer la concurrence des librairies physiques, ont pu être jugées anticoncurrentielles ou de nature à instaurer une distorsion de concurrence flagrante avec les commerces physiques spécialisés dans la vente de livres au détail.

Cette situation a conduit le Gouvernement et les parlementaires à légiférer afin d'une part de garantir l'application du principe énoncé par la loi du 10 août 1981 relative au prix unique du livre – adoptée à une époque où l'internet et la vente en ligne n'existaient pas –, et d'autre part à assurer les conditions du maintien d'une pluralité et d'une diversité d'acteurs sur le marché de la vente de livres au détail, au bénéfice des consommateurs et de la collectivité publique.

En effet, les librairies physiques jouent, dans le modèle culturel français – lequel reconnaît au livre un statut particulier : « *Le livre n'est pas un produit comme les autres* », selon la formule employée par Valéry Giscard d'Estaing, reprise à son compte par François Mitterrand – un rôle culturel et social qui dépasse très largement la simple activité de commerce. Elles participent activement, en lien avec les réseaux de lecture public (bibliothèques, médiathèques...) et les établissements scolaires, notamment à travers les rencontres, débats, animations qu'elles organisent tout au long de l'année, ainsi que par les actions d'éducation artistique et culturelle qu'elles mettent en œuvre

ou auxquelles elles sont associées, à l'aménagement et à l'animation culturelle des territoires. Elles contribuent ainsi au dynamisme de la vie intellectuelle et démocratique de la Cité. Leur maintien dans nos territoires permet en outre d'assurer à chacun l'accès à une offre littéraire et culturelle de proximité.

Enfin, et surtout, les librairies physiques sont les lieux où la diversité de la création éditoriale est le plus rendue visible et le mieux mise en avant, contrairement aux plate formes de vente en ligne qui, si elles sont potentiellement en capacité de servir toutes les commandes de titres disponibles, mettent quasi exclusivement en avant les titres les plus vendus ou les plus attendus par le public (titres à fort tirage ou d'auteurs de *best-sellers*) au détriment de la diversité et de la richesse de la production éditoriale française et internationale. Les librairies permettent ainsi la découverte par le public d'ouvrages plus inattendus et favorisent par conséquent les achats d'impulsion, contrairement aux recommandations produites par les algorithmes des plateformes de vente en ligne qui réduisent l'offre culturelle visible, voire enferment le consommateur dans un univers esthétique ou thématique en fonction de ses précédents achats ou des recherches qu'il y aura effectuées. La part des achats de livres neufs réalisés dans des points de vente physiques (librairies indépendantes, grandes surfaces culturelles, grandes surfaces non spécialisées) représente aujourd'hui 68% des ventes de livres¹, dont une partie essentielle concerne des titres publiés par de petits ou moyens éditeurs ou par des auteurs dont les ouvrages sont quasiment invisibles sur les plateformes de vente en ligne. Si bien que l'existence et la subsistance économique de l'immense majorité des auteurs et des petites et moyennes maisons d'édition qui les publient dépendent du maintien et de la survie des commerces physiques de livres, dans la mesure où une part essentielle des ventes qu'elles réalisent ne seraient pas assurées par les plateformes de commerce en ligne, et ne se reporteraient pas vers celles-ci en cas de rétractation du maillage territorial du réseau des librairies physiques. C'est donc toute l'économie d'un secteur qui pâtirait de l'affaiblissement de ce réseau des librairies physiques.

Or ces missions assumées par les librairies impliquent des coûts (outre ceux liés au foncier et à l'emploi d'un personnel nombreux, formé et hautement qualifié), que n'ont pas à supporter les revendeurs *pure-players* exerçant la seule activité de vente en ligne. Et, les marges commerciales des librairies physiques étant parmi les plus faibles du commerce de détail, ces dernières ne peuvent se permettre de s'aligner sur les pratiques anticoncurrentielles des *pure-players*. Il est donc essentiel que l'ensemble des acteurs de ce marché puissent exercer leur activité en jouant à armes égales, et donc que le tarif du service de livraison à domicile qui sera fixé par arrêté ministériel corresponde ou s'approche le plus possible de la réalité du coût de revient de ce service facturé au client. Cela ne réduira en rien les marges réalisées par les vendeurs en ligne – voire même pourrait mécaniquement les augmenter – tout en permettant aux librairies physiques de jouer à armes égales avec leurs concurrents. C'est d'ailleurs l'esprit même de la loi du 10 août 1981 relative au prix du livre, qui pose le principe suivant lequel la concurrence entre les détaillants doit s'exercer non pas sur le prix de vente du livre, qui est le même pour tous et dans tous les réseaux de vente de livres, mais sur la qualité du service et du conseil offerts aux clients.

C'est à ce titre, et dans le but explicite de prohiber la pratique – anticoncurrentielle, destructrice de valeur et d'emplois, source d'appauvrissement de l'offre culturelle dans nos territoires – de non-facturation ou de facturation du service de livraison à domicile en-deçà de son coût de revient effectif qu'ont été adoptées les lois de 2014 et de 2021.

Or, dès son adoption, l'esprit de la loi de 2014 a été immédiatement contourné par la société Amazon, pour lequel le livre constitue un produit d'appel et la non-facturation ou la facturation à un tarif dérisoire sans rapport avec le coût effectif du service (1 centime d'euro) un argument commercial pour vendre d'autres types de produits commercialisés sur son site (électroménager...).

¹ Chiffres-clés du secteur du livre 2018-2019, Ministère de la Culture – DGMIC/SLL.

Dès lors, la loi du 30 décembre 2021 vise à rétablir les conditions d'une concurrence juste et équitable entre tous les acteurs de ce marché, en rappelant d'une part l'interdiction énoncée par la loi de 2014 interdisant de proposer le service de livraison de livre à titre gratuit, et d'autre part en confiant à l'ARCEP, autorité chargée de la régulation des services postaux, le soin de fixer, en connaissance du coût et des tarifs effectifs des services de livraison postale, le tarif minimum en-deçà duquel aucun revendeur de livres ne pourra facturer ce service.

*

II. Position du CPE sur les propositions de l'ARCEP :

Considérant la volonté du législateur exprimée explicitement à deux reprises par les lois du 8 juillet 2014 et du 30 décembre 2021, et ayant par ailleurs pris connaissance de la proposition formulée par l'ARCEP, le CPE souhaite apporter les réponses suivantes à sa consultation :

Question Q1 : Que pensez-vous de fixer à 3 € TTC le tarif minimum d'envoi des livres neufs ?

Le montant minimum du service de livraison à domicile proposé par l'ARCEP, à savoir 3€ par envoi, paraît a priori faible au regard du coût moyen réel des envois de livres par service postal. Le CPE s'en remet cependant à la sagesse de l'ARCEP pour fixer un tarif minimum correspondant ou approchant le coût moyen réel constaté par les libraires pour les envois de livres par voie postale, quels que soient leur nombre, leur taille et leur poids, et quelle que soit la destination.

Question Q2 : Que pensez-vous de prévoir qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01 € ?

La proposition de l'ARCEP visant à permettre aux acteurs du marché de pratiquer la quasi-gratuité du service de livraison à domicile (soit 1 centime d'euro) dès lors que le panier d'achat dépasse 25€ est **en totale contradiction avec la volonté du législateur et reviendrait au contraire à légitimer une pratique que le législateur souhaite prohiber**. Sans compter que le consommateur pourra très aisément contourner les tarifs fixés par arrêté des ministres chargés de la Culture et de l'Economie, dans la mesure où ils ont la possibilité de retourner gratuitement les livres achetés chez Amazon : le consommateur souhaitant acheter un seul ouvrage de la collection « Folio à 2€ » par exemple pourra passer une commande de livres d'un montant de 25€ afin de bénéficier de la livraison à 1 centime, puis retourner gratuitement 23€ de livres...). En conséquence, **le CPE est fermement opposé à cette proposition**.

Question Q3 : Le cas échéant, à quel montant placeriez-vous le seuil à partir duquel le tarif minimum de livraison serait de 0,01 € ? En particulier, que pensez-vous de fixer ce seuil aux alentours de 25 € d'achat ? Pourquoi ?

Le CPE est fermement opposé à cette proposition.

Question Q4 : Que pensez-vous des différentes précisions d'application envisagées ?

- **Livraisons en métropole et en outre-mer** : « L'Arcep envisage de proposer que le tarif minimum s'applique de manière identique pour une livraison en métropole et outre-mer. »

Le CPE est favorable à cette proposition dès lors que le tarif minimum qui aura été retenu aura été établi en prenant en compte le tarif moyen de l'envoi de livres en métropole comme en outre-mer (Cf supra).

- **Cas des envois regroupant des livres avec d'autres produits** : « Dans les cas où un colis contiendrait des livres conjointement à d'autres produits, l'Arcep envisage de proposer que le montant de la prestation de livraison d'un colis soit au moins égal au tarif minimum déterminé en application du seul montant des livres transportés dans ce colis. »

Le CPE est favorable à cette proposition, qui est en cohérence avec l'esprit de la loi et la volonté du législateur.

- **Cas des commandes nécessitant plusieurs colis** : « L'Arcep envisage de proposer que lorsqu'une commande implique plusieurs colis distincts, le tarif minimum s'applique à chaque colis en fonction de la valeur des livres qu'il transporte. »

Le CPE est favorable à ce que le tarif minimum soit appliqué pour chaque commande – et non par colis – peu importe que le détaillant expédie cette commande en un seul ou en plusieurs colis, car le consommateur n'a pas à supporter le choix qui aura été fait par le détaillant de regrouper ou non l'ensemble des articles commandés dans un même colis.

- **Modalités de paiement de la prestation de livraison** : « La prestation de livraison étant accessoire à la vente de livres, l'Arcep envisage de proposer que la prestation de livraison soit nécessairement payée par l'acheteur, pour un montant au moins égal au tarif minimum de livraison, de manière concomitante au paiement des livres. Ainsi, si la souscription à une offre d'abonnement multiservice, tel qu'Amazon Prime ou la Carte FNAC+, peut effectivement accorder un avantage tarifaire sur la livraison de livres, cet avantage ne peut faire en sorte que le tarif payé par l'acheteur pour l'envoi des livres soit inférieur au tarif minimum prévu en application de la loi n° 2021-1901. »

Le CPE est favorable à cette proposition, sans quoi la mesure appliquée n'aurait aucune portée et la volonté du législateur ne serait pas respectée.

- **Retrait dans un commerce de vente au détail de livre ou un point de retrait** : « Pour des raisons de simplicité, de compréhension et de facilité de mise en œuvre, l'Arcep envisage de proposer que le tarif minimum applicable pour une livraison dans un point de retrait, hors commerce de vente au détail de livre, soit identique à celui d'une livraison à l'adresse spécifiée par l'acheteur. »

Le CPE est favorable à cette proposition, qui est conforme à l'esprit de la loi et à la volonté du législateur, suivant lesquels le service de livraison doit donner lieu à une facturation, selon un tarif minimum fixé par arrêté et correspondant au coût du service proposé, quel que soit le lieu de livraison choisi par l'acheteur.